



2 l'Édito

de Nicole Gaspon

Droit dans ses bottes libérales



Ce 14 juillet 2020 avait une allure particulière. Cérémonies allégées et volonté présidentielle « d'offrir la vedette aux soignants ». Pourtant, malgré la hausse de salaire actée, ces derniers ne s'estiment pas tellement mieux traités qu'avant avec l'accord signé par une partie des organisations syndicales.

Reprise d'une tradition, une intervention du président interrogé par deux journalistes, Léa Salamé et Gilles Bouleau qu'on aurait aimé plus pugnaces.

De grandes annonces étaient attendues, hormis l'exonération de charges sociales pour favoriser l'emploi des jeunes particulièrement concernés par l'après crise sanitaire, on n'aura pas vu grand-chose. N'a pas manqué le credo sur la baisse d'impôts. Rappelant les manifestations des Gilets jaunes, ou contre la réforme des retraites, la journaliste a évoqué l'hostilité, voire la haine à l'égard du président. Réponse : « C'est qu'ils n'ont pas bien compris mon action... La haine et la violence ne sont pas acceptables », mais il ne parlait pas des violences policières. La nomination de Darmanin? Macron tape en touche. L'hôpital massacré? Pas un mot, ni sur les inégalités. La domination de la finance sur l'économie ? Connaît pas. Et toujours la tendance à l'autosatisfaction, certes « il y a une crise de confiance » mais « on n'est pas les pires (dans la gestion de l'épidémie, notamment). » Toujours le refus du clivage droite/gauche « je crois au dépassement politique » dont on sait qu'il est, pour lui, un « nouveau chemin » vers la droite. Il rejette vivement l'idée du rétablissement de l'ISF, « s'adresser à ceux qui gagnent le plus ne réglera rien », ose-t-il. En revanche les foyers, pas forcément très fortunés, continueront à payer la taxe d'habitation. On aura aussi la confirmation que la réforme des retraites ne peut être abandonnée, que l'écologie est à prendre en compte... Ce qui restera de cette intervention estivale, c'est la perspective de « temps difficiles à venir », mais sûrement pas pour tout le monde. La justice sociale, la justice fiscale n'étaient visiblement pas au programme. Macron campe toujours sur les dogmes libéraux, le capital financier peut dormir tranquille.



Le site numérique du Travailleur Catalan fait peau

A partir du 28 juin, un nouveau site du Travailleur Catalan sera en ligne. Pour le moment vous pouvez le consulter via l'adresse <u>le-tc.fr</u>. Ce site sera enrichi régulièrement d'articles non publiés dans l'hebdomadaire imprimé, de vidéos, de photos, plus convivial et d'une utilisation plus aisée.

L'occasion de s'abonner à cette version numérique : 66 € pour un an pour les non-abonnés à la version imprimée, supplément de 22 € par an pour les abonnés au TC traditionnel.

Ceux qui sont déjà abonnés au site du TC actuel (letc.fr) verront leur abonnement transféré progressivement sur le nouveau site. Mais vous pouvez déjà vous-même vous y inscrire afin que nous rendions actif votre abonnement sur le-tc.fr (adresse provisoire).

Et la newsletter...

A cette occasion, le Travailleur Catalan s'enrichit d'une lettre d'information hebdomadaire qui annonce les principaux articles parus sur le site. Pour la recevoir, il suffit de s'inscrire sur le-tc.fr

La mobilisation continue

Mardi matin, 14 juillet, le « capitalisme » a eu la tête tranchée. Sous les applaudissements. La « guillotine » CGT a retrouvé, symboliquement, du service. Et il n'a pas été le seul. D'autres, dont le projet « Segur » de la santé, ou bien encore la « réforme des retraites » ont eu droit, eux aussi, au raccourcissement. 200 manifestants, principalement de la CGT et de Solidaires, ont ainsi pu apprécier les discours, les condamnations prononcées et les exécutions.



Les agents territoriaux du Haut-Vallespir ont aussi expliqué leur opposition « légale » et légitime à la suppression « illégale » de quelques jours de congés.

Plus d'articles sur www.letc.fr

suivez-nous sur 🚺







Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan Tél. 04 68 67 00 88 mail: letravailleurcatalan@letc.fr ${\sf Site:www.letc.fr}$ Commission Paritaire N° 0424 C 84 621 / N° ISSN 1279-2039

Gérant et directeur de publication René Granmont Cathala

Conception Priscilla Beauclai Une: © infographie Illustrations : © Delgé Impression imerie Salvado 33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France) Webmaster Priscilla Bea

Publicité Richard Siméor

| and the second s | Le Travailleur Catalan etin d'abonnement |
|--|--|
| remplir lisiblement en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse FORMULE HEBDO PAPIER FORMULE HEBDO NUMÉRIQUE ET PAPIER | |
| FORMULE HEBDO PAPIER 6 mois: 40€ 1 an: 78€ | |
| Nom, prénom :Rue, bd, ave., etc. : | Nom de la voie : |
| Code postal ou cedex : | Ville : |

Bulletin à renvoyer à : Travailleur Catalan, 44 av. de Prades - 66000 Perpignan. Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr Tél. 04.68.67.00.88 - Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.

Annonces

Non à l'annexion de la Palestine. Rassemblement

Samedi 18 juillet à 18h – Au pied du Castillet à Perpignan

15° foire bio de Prades

Dimanche 19 juillet de 9h à 19h – Place de la République à Prades

La Coco sardinade de la section AMI du PCF

Vendredi 24 juillet à 18h30 – Sur le terrain de la fête du TC

Manifestation virtuelle organisée par le réseau École du PCF

Tous les mercredis de 14h à 16h.

Mode d'emploi :

- 1. Imprimer une des pancartes du site : http://66.pcf.fr ou réaliser sa propre pancarte.
- 2. Se prendre en photo ou prendre en photo n'importe quel autre visuel avec la pancarte.
- 3. Poster la photo sur les réseaux sociaux avec le mot-clé : #UrgenceEducation et partager un maximum d'autres posts mentionnant #UrgenceEducation.
- L'appel du journal l'Humanité pour la gratuité des masques : http://66.pcf.fr/15377 . Signez et faites signer cet appel et partagez-le sur les réseaux sociaux.
- Les vendredis à 12h30. Débat sur les questions internationales sur <u>Facebook du pcf-monde</u>. Revoir l'ensemble des débats antérieurs sur http://66.pcf.fr/115226

Perpignan- Communauté urbaine : RN/LR, la combinazione

Petits arrangements entre amis

Communauté urbaine. L'élection mouvementée de l'exécutif aura mis en évidence la porosité entre la droite et le RN.

es quatre-vingt-huit conseillers communautaires étaient réunis ce 11 juillet pour élire le nou-■veau président et la gouvernance de cet établissement public de coopération intercommunale. Les enjeux de cette élection s'avéraient décisifs pour la vie des 271 000 habitants concernés, compte tenu des compétences essentielles comme l'économie, la voirie, les transports, le développement durable, le tourisme etc, que détient la Communauté urbaine. Ce 3^{ème} tour des municipales s'annonçait aussi incertain, avec une forte possibilité d'alliances entre une partie de la droite et le Rassemblement

D'ailleurs, les résultats du 1er tour de l'élection du président confirmaient ces craintes avec le très droitier Alain Ferrand, maire du Barcarès et ses 18 voix (20%) contre seulement 38 pour Robert

Vila, maire LR de Saint-Estève et 30 pour Louis Aliot. Les négociations, (dont on saura plus tard qu'elles étaient menées en coulisses par Jean-Marc Pujol), entre Alain Ferrand, devenu la star désirée du 1^{er} tour, et le RN, puis LR, débouchaient toutefois au final, sur l'élection de Robert Vila à la présidence de la C.U., avec 49 voix (55%), contre 33 à Louis Aliot.

Un vrai soulagement que la défaite du RN. Mais que cachaient la candidature d'Alain Ferrand et ces négociations en off ? La réponse était donnée lors des élections du premier vice-président de la C.U. et des autres vice-présidents : des postes promis en échange de voix, Alain Ferrand étant élu premier vice-président de la C.U. au 3^{ème} tour, avec 45 voix. Et des transferts de voix de droite en faveur de Louis Aliot, qui ayant présenté sa candidature à chaque poste de vice-président, obtenait jusqu'à 39 voix, soit huit

de plus que son quota connu (31 voix, issues des élus RN de Perpignan).

« C'est un spectacle lamentable de petits arrangement entre amis pour une gouvernance entre copains qui dure ici depuis des années » selon Jean Vila, qui quittait la séance, avec les deux autres élus de Cabestany, juste après avoir présenté sa candidature face au RN (38 voix) et Philippe Fourcade, maire d'Espira de l'Agly (26 voix) et obtenu 18 voix.

La suite allait relever du pire scenario : l'élection de Louis Aliot, 5ème vice-président au terme d'un 3ème tour avec 44 voix, face à Philippe Fourcade (36 voix). Les digues, déjà bien fragilisées depuis des années entre RN et droite, sont

rompues et c'est un rideau noir qui est tombé sur la communauté urbaine.

CvBer

COUP DE GUEULE Aliot nous tape sur l'anti système

Sa campagne avait été guasi exclusivement centrée sur la sécurité. Au lendemain de son élection, le nouveau maire de Perpignan est allé expliquer aux habitants du Vernet que la sécurité est une responsabilité de l'État (avant les municipales, il ne le savait pas, semble-t-il). Mais il va frapper fort : il va porter plainte contre l'État qui n'a pas fait son boulot. Brillante idée d'avocat. En attendant, il va créer un comité Théodule pour s'occuper de ça. On peut se demander ce qu'a fait un certain Louis Aliot, député des Pyrénées-Orientales depuis 2017, pour faire avancer les choses, et quel est son bilan après trois ans de mandature ? Dirigeant d'une organisation, le FN/RN, même dissimulé derrière un masque qui n'a rien de sanitaire, il était le pourfendeur de la corruption, le clientélisme, et toutes les mauvaises pratiques caractéristiques du « système » politique. Aliot a été député européen, conseiller régional, député à l'Assemblée nationale et aussi conseiller municipal de Perpignan depuis des années. Bien rares sont ceux qui ont occupé autant de positions dans le « système ». Ses premiers actes ne montrent pas une grande volonté de changer en mieux les pratiques. L'augmentation de son indemnité de maire a déjà choqué un grand nombre de citoyens. On ne savait pas que le maire de Perpignan, avant l'arrivée d'Aliot, n'avait pas de quoi manger à sa faim! En réalité, tout ce qu'a fait Louis Aliot pendant sa campagne, puis ses premiers actes d'élus sont complètement dans la continuité de ce qui s'est passé de détestable depuis des décennies à Perpignan. Jusqu'à son élection à une vice présidence de l'agglomération qui est le fruit d'une sombre magouille avec une frange d'élus LR. Décidément,

M.G.

Magouilles à gogo

Communauté urbaine. Après le séisme de l'élection de Perpignan, l'installation a donné lieu à une véritable « charlotade » s'insurge Jean Vila qui a tenu à réagir.

ors d'une réunion des maires de la CU, le 7 juillet dernier, une ■vice-présidence pour Cabestany avait été actée. Jean Vila, apprend pendant la réunion d'installation de la C.U., que cet engagement a été renié. « Jean, je n'ai pu te sauver » lui souffle Robert Vila!

L'élu communiste raconte

« Je décide alors d'être candidat à une vice-présidence face au maire d'Espira de l'Agly qui, le mardi, à Saint Estève, avait renoncé à toute vice-présidence, très certainement en soutien à Alain Ferrand. Dans l'accord conclu entre Jean-Marc Pujol, Robert Vila et Alain Ferrand, il est récupéré pour une vice-présidence.

J'obtiens 18 voix, le même score qu'Alain Ferrand, à la candidature de la présidence.



Jean Vila: « On continue avec une gouvernance loin des habitants.»

Louis Aliot est en tête, je décide dans une courte déclaration, de retirer ma candidature pour éviter l'élection de Louis Aliot et je quitte la séance.

2^{ème} et 3^{ème} tour, Aliot toujours en tête et le maire d'Espira de l'Agly est battu. Son attitude durant les diverses réunions, et ses ambitions d'être viceprésident après la tractation en coulisse, le rendent coresponsable de l'élection de Louis Aliot à cette vice-présidence. Co-responsable, car

à la lecture et à l'analyse des votes pour Louis Aliot, il est évident qu'il a eu le soutien et la complicité d'élus « *Les* Républicains ». Le vote à la 5^{ème} vice-présidence en est le témoignage.

Une première séance qui augure des jours difficiles à la C.U., car malgré toutes les déclarations de bonnes intentions souhaitant une gouvernance partagée faisant fi des appartenances politiques, Cabestany est une des rares communes de la 1ère couronne à ne pas avoir de viceprésidence, la présence de l'ancien président de la C.U. aux négociations n'y est sans doute pas étrangère.

C'est dans la continuité du passé. Jean-Marc Pujol n'aime pas les communistes, c'est un gène qu'il a en commun avec Louis Aliot.

Cet épisode de la vie politique de ce département ne peut être qu'un encouragement à l'abstention déjà si forte. Je peux comprendre le dégoût des électeurs pour toutes ces magouilles. C'est un spectacle lamentable de petits arrangements entre amis pour une gouvernance entre copains qui dure ici depuis des années. Tous les élus ne sont pas pareils et si les habitants étaient associés de manière citoyenne aux décisions comme devrait le faire l'agglo, nous n'en serions pas



avec Aliot, le « système » se porte



mieux que jamais.





4 dossier - la crise d'après



Incertitudes économiques

P.-O. Dans chaque département, le Tribunal de Commerce tient à jour les statistiques. Pour la période qui nous concerne (Covid), du 1/01 au 30/06, difficile d'extraire de ses tableaux des tendances certaines, et de faire des projections fiables sur l'avenir.

e tribunal de commerce est composé de juges bénévoles, élus par les professionnels, aidés par le greffe. Il est compétent en matière de procédures collectives, procédure de « sauvegarde », de « redressement » ou de « liquidation ». En ce sens, il complète l'information de Pôle Emploi et peut éclairer celle de la Direccte et autres administrations, dont le conseil départemental. Les statistiques sont à la disposition du public.

Moins d'activités au tribunal depuis le 1^{er} janvier jusqu'au 30 juin !

Le tableau démontre une baisse globale des actes juridiques(- 28%), notant moins de créations d'entreprises (entre - 18 et - 34%), et des radiations de sociétés civiles en forte hausse, mais un maintien au niveau de l'année passée pour les sociétés commerciales. Baisse aussi, et c'est logique, des injonctions à payer (- 53%), moins d'affaires nouvelles et de décisions rendues (- 55 % environ). La comparaison s'applique à 2019. « L'activité concernant le registre du commerce et des sociétés est en baisse depuis le début de l'année, mais l'activité de juin est comparable à celle de l'année précédente », précise l'huissier. Il ajoute : « La période de confinement a évidemment joué un rôle dans le ralentissement et aussi la grève des avocats ».

Moins de faillites dans cette période janvier-juin 2020 mais...

Ces chiffres, (- 51 % de faillites et - 30 % de redressements judiciaires) trouvent des explications partielles dans la situation elle-même : « Jusqu'au mois de mars, il y avait une baisse des défaillances d'entreprises. Depuis le confinement, il y a eu très peu de dépôts de bilan. Sans doute grâce aux mesures gouvernementales (PGE, prêts garantis par l'État et prise en charge du chômage partiel) qui ont amorti le choc. Les chefs d'entreprises attendent encore un peu. Mais... Les professionnels pensent que les dépôts de bilan vont augmenter à partir de septembre ». Les pertes d'emploi, l'ensemble des CDD, intérimaires et même licenciements n'apparaissent pas dans les chiffres du tribunal, ce n'est pas sa fonction.

Michel Marc

Vagues de licenciements en vue

Crise. Des entreprises engraissent leurs actionnaires et profitent de la situation pour licencier sans scrupule alors qu'elles bénéficient d'aides de l'État!

'ici la fin de l'année, ce sont plus de 900 000 emplois qui pourraient être supprimés dans plusieurs secteurs, un véritable tsunami social attend les Français. Dans l'aéronautique, des entreprises comme Air France et sa filiale HOP prévoient 7580 suppressions de postes, Airbus, 5000, Sogéclair Aérospace, 245... Pourtant ces entreprises ont engrangé des bénéfices considérables et des aides de l'État, 8 milliards d'euros sans contrepartie.

Dans l'automobile, un prêt de 5 milliards d'euros a été accordé par l'État à Renault. Pourtant la firme annonce un plan de 4600 suppressions d'emplois qui reposerait sur des mesures de reconversion, de mobilité interne et de départs volontaires.

Dans le secteur des télécommunications et technologie de l'image, un plan de licenciements massif de 1233 emplois est annoncé chez Nokia, groupe qui a bénéficié de 280 millions de crédit impôts recherche par l'État en 2016. Chez Technicolor un plan prévoit la suppression de 110 emplois alors que



Air France, Renault, Sanofi, Nokia, des licenciements sans vergogne.

ce centre génère des profits avec des produits de haute technologie. Le groupe Altice, multinationale de Patrick Drahi (SFR, BFM, RMC, L'Express) devrait supprimer de 330 à 380 CDI plus entre 120 et 200 pigistes et intermittents .L'intersyndicale fait ce constat amer : « Cette coupe drastique dans les effectifs est incompréhensible dans un groupe qui réalise structurellement des bénéfices qui atteignent 120 millions d'euros en 2019, soit plus de 300% en cinq ans. ».

Dans l'industrie pharmaceutique, malgré des profits records, Sanofi annonce la suppression de 1700 postes ! Or, les ventes de médicaments ont augmenté de 20% durant la crise. Le chiffre d'affaires du groupe a bondi de 7% au premier trimestre. Il a distribué pour l'année 2019, près de 4 milliards d'euros de dividendes aux actionnaires!

Le secteur du voyage et du tourisme est particulièrement touché. L'entreprise TUI a prévu un plan social et s'apprête à licencier 583 emplois alors qu'elle a bénéficié de plusieurs millions de CICE!

Fabien Gay, sénateur communiste, qui s'est rendu, le 9 juillet devant le siège de TUI pour soutenir les salariés, demande qu'ils soient reçus par la ministre du Travail. Pour lui et pour tous les élus communistes « *Il est interdit de licencier lorsqu'on touche des aides publiques* »!

Joëlle Allemand

Ségur de la santé : un bilan mitigé

Accord. Signé le 13 juillet par trois des quatre syndicats majoritaires, l'accord concernant le personnel paramédical et les médecins laisse bien des problèmes en suspens.

e 17 mai, Olivier Véran, annonçait le Ségur de la santé. Celui-ci devait prendre la forme d'une « grande réunion multilatérale des partenaires *sociaux au ministère »,* afin de présenter un plan, « cet été, pour traduire tout ce qui peut l'être dans le prochain budget de la Sécurité sociale ». Après sept semaines de négociations et de mobilisations, un accord majoritaire a été trouvé. FO, l'UNSA et la CFDT ont signé "un texte historique" selon les mots du Premier ministre. Plus de 8 milliards d'euros ont été mis sur la table par le gouvernement pour une revalorisation des salaires du personnel paramédical de 180 € net, une augmentation de la prime pour les médecins qui s'engagent à ne travailler que dans les hôpitaux publics et une amélioration des conditions de travail et d'étude des internes et étudiant.e.s en médecine.

Quoi qu'il en coûte?

Le 12 mars, lors de son allocution télévisée, Emmanuel Macron a, à plusieurs reprises, assuré que des moyens seraient donnés aux hôpitaux et au personnel soignant "quoi qu'il en coûte" car "la santé n'a pas de prix". Pourtant, même la secrétaire générale de la CFDT Santé sociaux assure que l'accord n'est pas suffisant. La CGT Santé et actions sociales, qui n'a pas signé l'accord, dénonce les éléments introduits dans le protocole par le gouvernement « visant à reprendre d'une main ce qu'il octroyait de l'autre ». Derrière la communication, se cache en effet la détérioration des conditions de travail : flexibilisation du temps de travail par des accords locaux, intéressement collectif, poids accru des ARS dans la gouvernance, non reconnaissance de la pénibilité, etc. Le syndicat accuse également le gouvernement de tenter de diviser les salariés en excluant certaines catégories, comme les personnels sociaux, de la revalorisation des salaires, dont il souhaitait qu'elle soit de 300 € net. La CGT appelle donc à la poursuite de la mobilisation du personnel soignant.

Sexisme au sommet de l'État

Remaniement. Gérard Darmanin à l'Intérieur et Eric Dupond-Moretti à la Justice, de quoi susciter la colère des mouvements féministes qui réclament la démission des deux ministres.

apidement après l'annonce des membres du nouveau gouvernement, des voix ont appelé à manifester ce vendredi 10 juillet pour réclamer la démission de Gérard Darmanin et Eric Dupond-Moretti. La raison : Gérard Darmanin est visé depuis 2017 par une enquête pour viol, enquête relancée depuis le 11 juin par la cour d'appel de Paris. Quant à Eric Dupond-Moretti son refus de reconnaître le délit d'outrage sexiste (le fait de porter atteinte à la dignité par un propos ou comportement à connotation sexuelle ou sexiste imposé) et ses attaques verbales contre les mouvements #Metoo et Balance ton porc font de sa nomination comme garde des Sceaux un inquiétant symbole de régression, voire une provocation face aux avancées du mouvement féministe. Ces nominations inquiètent et scandalisent les organisations féministes, d'autant plus qu'Emmanuel Macron avait promis de faire de la lutte



Le collectif « Nous toutes » dénonce : « La France crée un ministère de la culture du viol ».

contre les violences sexistes et sexuelles « la grande cause du guinguennat ». Jean Castex, quant à lui, a affirmé assumer la nomination de Darmanin arguant du droit à la présomption d'innocence dont doit bénéficier tout accusé. Marlène Schiappa défend également le ministre, cette fois sur la base des trois non-lieux

en justice ainsi que sur sa bonne foi.

Un choix politique pour incarner le système judiciaire et policier

Au-delà de la réalité de l'accusation, c'est le choix politique qui est dénoncé

par les organisations féministes. Les nominations de personnages niant les droits des femmes et liés à des affaires d'abus sexuels, à deux ministères régaliens que sont l'Intérieur et la Justice, invitent à reconsidérer le positionnement du chef de l'État sur les droits des femmes. Caroline de Haas, créatrice du collectif Noustoutes, dénonce un gouvernement antiféministe : « Jusqu'à présent, Macron avait un désintérêt poli et neutre pour les droits des femmes, là on passe à un désintérêt agressif et militant ». Cette situation de tension se lit dans la communication ministérielle. Alors que dans un communiqué, l'Élysée a affirmé que les accusations « n'étaient pas un obstacle » à la nomination, une phrase d'une violence froide pour les victimes de violences sexistes et sexuelles. Devant l'obstruction du système policier et judiciaire, le collectif Noustoutes resserent les rangs

Sarah Jumel

Hasta siempre

Cuba. Dans le cadre de la crise sanitaire des médecins venus de Cuba interviennent pour aider les populations locales.

n France c'est un article de loi, porté par des sénateurs et sénatrices d'outre-mer, qui va être voté courant juillet pour gérer la crise du Covid19. Des médecins cubains ont été appelés en renfort en Martinique et en Guadeloupe. Les hôpitaux quadeloupéens et martiniquais, souvent encore plus tendus que ceux de la métropole, sont surchargés, un apport de personnel soignant spécialisé et formé aux techniques de pointe est une chance à ne pas laisser passer. L'intervention de médecins cubains est une première en France, mais une habitude dans les pays en difficulté où ces soignants sont grandement présents après une catastrophe environnementale ou sanitaire.

L'internationalisme est une orientation forte de la médecine cubaine. En matière de recherche scientifique les médecins cubain.e.s ont montré, grâce à leur travail (VIH, cancer), que la recherche internationale ne peut pas se passer de leurs connaissances et savoirfaire, notamment dans le traitement du coronavirus.

Depuis des décennies le gouvernement cubain voit dans la santé et la formation de ses personnels soignants un moyen de pacifier les rapports internationaux, de lutter contre l'impérialisme américain et la colonisation. Une pétition a été lancée à l'échelle internationale pour que le travail des soignant.e.s cubain.e.s dans la gestion de l'épidémie de Covid19 soit récompensé par un prix Nobel de la paix, n'en déplaise aux anticommunistes les plus primaires. La communauté internationale doit énormément aux personnels soignants cubains.

Nicolas Carrère

CRIF et BDS

En 2005, suite à un appel de 170 organisations palestiniennes, la campagne Boycott-Désinvestissement-Sanctions (BDS) voyait le jour en France avec le slogan: « Non à l'occupation, non à l'apartheid, boycott des produits israéliens ». Les sanctions pénales contre les acteurs du mouvement ont suivi et se sont intensifiées au cours des années. À l'unanimité, la Cour européenne des droits humains vient de reconnaître, en juin, le boycott comme un droit citoyen. La France est ainsi de fait condamnée pour avoir réprimé des militants BDS. Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), devenu une officine de propagande des droites dures israéliennes, dénonce cet avis. Quant au président du CRIF Midi-Pyrénées, il incite à la violence contre les militants BDS : « Faut-il attendre que je laisse intervenir des militants de ma communauté pour démonter leur stand et ainsi caractériser le trouble à l'ordre public (...) ? » Ses menaces écrites et répétées sur Radio Kol Aviv vont-elles faire réagir le ministre de l'Intérieur ?

Veronika Daae

Une grande nouvelle

Le 6 juillet, le Conseil constitutionnel a rendu son avis : aider un migrant n'est plus illégal. La notion de « principe de fraternité » prend valeur constitutionnelle. « À l'instar de la liberté et de l'égalité qui sont les deux autres termes de la devise de notre République, la fraternité devra être respectée comme principe constitutionnel par le législateur et elle pourra être invoquée devant les juridictions », précise Laurent Fabius. Un grand merci au militant Cédric Herrou, figure emblématique de l'aide aux migrants, qui s'est attaqué au délit de solidarité. Si la décision ne fait pas l'unanimité parmi les politiques, elle soulève globalement un grand enthousiasme. À Paris où les migrants sont nombreux, ou à Grenoble où la solidarité a fait ses preuves, les maires ont largement salué la nouvelle.

V.D.









Elne, enfin!

Le maire et son équipe. Nicolas Garcia reprend les clés de la ville à la tête d'une équipe renouvelée et motivée pour de nouveaux projets impliquant la participation des habitants

imanche 5 juillet, dans la grande salle de la mairie d'Elne, près d'une centaine de personnes, respectant autant que faire se peut les geste barrières, était présente pour assister au retour de Nicolas Garcia à la tête de la municipalité illibérienne

La séance ouverte par la première adjointe de l'ancienne municipalité a d'abord assuré l'élection de Nicolas Garcia par 23 voix sur 29 votants. Puis vint l'élection des différents adjoints : Jacques Fajula, Sylvie Bouissac, Père Manzanares, Hayat Outaoukhtalt, Ro-

land Castanier, Sylvaine Candille, Fabrice Wattier et Annie Pezin. Tous eurent l'occasion de relever combien cette élection était le fruit d'un travail en commun avec le collectif Elne Comm'une idée neuve et l'ensemble de la population.

Puis le nouveau maire prit la parole, mêlant émotion, ironie et perspectives pour la commune. Il avouait d'entrée que : « Ce n'est évidemment pas sans émotion que je prends aujourd'hui les responsabilités que vous me confiez dans cette mairie que je connais bien. Mais c'est riche d'une nouvelle motivation, d'une nouvelle envie, d'un nouvel

enthousiasme, d'un nouvel état d'esprit, d'une nouvelle équipe que j'entends assumer la fonction. Un esprit neuf et des idées neuves, ni répétition des mandats précédents, ni match retour, ni revanche...»

Après avoir exposé sa volonté de poursuivre un travail très collectif et énoncé les nombreux projets de la liste qu'il a conduite, il a soulevé une ovation quand il a annoncé que l'équipe municipale « sera à votre disposition, sur le terrain et dans une mairie de nouveau ouverte à tous dès demain, débarrassée de digicodes, de sas et autres interdits, une Maison du peuple, una casa de la vila, que nous voulons accueillante avec des élu.e.s et des services réceptifs, avenants, bienveillants et disponibles, c'est cela la première force du service public. » Après avoir cité Sitting Bull, il concluait par un « Merci encore et maintenant au boulot! »

R.G.



Vous venez d'être de nouveau élu maire d'Elne. Comment entendez-vous assurer ce nouveau mandat ?

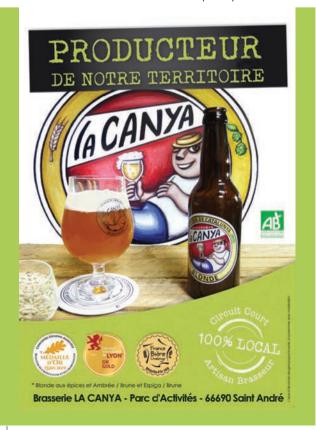
Bien différemment du précédent à plein d'égards. D'abord comme maire je crois avoir fait tout ce qu'un maire peut faire sur deux mandats : station

d'épuration, stades, écoles, crèche, centre de loisirs, lotissements, espace jeunesse et culture, lieu de mémoire ... donc ce n'est pas pour cela que j'ai voulu être de nouveau maire. Ce qui m'a vraiment intéressé c'est de mettre en place une vraie démocratie participative, une réelle transformation de notre relation à l'environnement et à la terre et enfin une politique du vivre ensemble, de la convivialité. Je suis aussi plus sur l'idée de la transmission que de la longévité. Je veux voir si une municipalité et une population sont capables de mettre en œuvre ces idées neuves, les traduire par des actes institutionnels concrets.

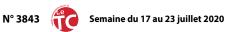
Avec votre collectif vous avez élaboré un programme riche de nombreux projets. Comment réussir ce pari alors qu'après la crise sanitaire, la crise économique qui s'annonce va être très dure pour les populations et les communes ?

J'ai coutume de dire que la convivialité (vivre ensemble), la citoyenneté, et un comportement différent à l'égard de l'environnement et du travail de la terre, ne coûtent finalement pas très cher à mettre en œuvre. Et c'est de cela dont nous avons le plus besoin à Elne dans les quelques années qui arrivent. Durant mes deux premiers mandats nous avions bien équipé la commune en infrastructures utiles aux gens collectivement et individuellement. Cela nous évite de les refaire aujourd'hui. Si à la fin du mandat ces trois points avaient considérablement avancé ce serait déjà énorme. Après c'est vrai que des équipements font défaut et qu'il faudra investir un peu. Par exemple urgemment dans un centre de santé pour lutter contre la pénurie de médecins et de spécialistes à Elne. Mais ces structures, dont le nombre dépasse les 2000 en France, généralement se « rentabilisent » en quelques petites années. Nous investirons probablement aussi un peu d'argent dans l'ancien collège pour en faire un lieu ludique, de promenade et pour le sport-santé pour toutes et tous. Se sera un projet évolutif donc les financements le seront aussi. Enfin, des projets comme la piscine seront financés par la communauté de communes. Nous allons remettre en vente le lotissement écolo « Porte d'Illibéris » qui devrait rapporter 1 million d'euros et aussi des vieux bâtiments municipaux pour 5 ou 600 000 €. Ça devrait le faire comme disent nos jeunes concitoyens.

Recueilli par René Granmont







Du sang neuf en Illibéris

Eine. Rencontre avec quatre nouveaux(elles) adjoint(e)s au maire nouvellement élus qui ont en commun de n'avoir jamais exercé de mandat électif.

un court texte, leur vision de l'exercice de leur mandat et de leur engagement. Sylvaine Candille, adjointe au maire

ous leurs avons demandé d'expliquer, dans

chargée de la démocratie et de la participation citoyenne.

« L'engagement de l'équipe municipale de faire de la démocratie participative la colonne vertébrale de notre action de façon réelle et concrète m'enthousiasme. De la simple consultation de riverains pour le choix de végétaux à installer dans des jardinières à la réflexion à ouvrir avec la future Assemblée des habitants sur la restructuration du cœur de ville, le fil rouge sera d'associer les habitants à la vie et à l'évolution de notre cité. Elne démocratique et citoyenne : c'est le chantier que nous ouvrons. »

Sylvie Bouissac, adjointe en charge de la santé.

« Ma première mission est la mise en route d'un Centre de Santé municipal : c'est l'un des projets portés par le collectif « Elne Comm'Une Idée Neuve » à la suite des rencontres avec les habitants et les professionnels de santé ; il répond à la désertification médicale grâce

à son attractivité pour les jeunes médecins en recherche de salariat et d'exercice coordonné ; et permet ainsi de lutter pour l'égalité d'accès aux soins. Je souhaite également créer des liens très forts entre ce centre de santé, le CCAS, l'EHPAD et tous les acteurs médico- sociaux œuvrant sur la ville. »

Outaoukhtalt-Yousri Hayat, adjointe au maire chargée de la jeunesse.

« A ce jour, la compétence enfance jeunesse est uniquement confiée à la Communauté de Communes. Nous allons, les membres de cette commission et

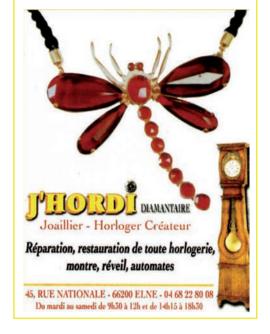
moi-même travailler sur un projet de service de territoire correspondant aux attentes des Illibériens. Des propositions d'animations et de loisirs éducatifs pour tous les publics. Valoriser les compétences des jeunes, faciliter leur créativité et

leur épanouissement individuel et professionnel, seront au cœur de notre engagement. Nous allons créer le conseil consultatif Enfance et Jeunesse, avec trois commissions en son sein en fonction des âges : 8-11 ans, 12-15 ans, 16-25 ans. Il s'agit de leur permettre de participer, de s'investir, de concevoir et proposer des actions sur tous les domaines de la vie communale. Cela renforcera le dialogue entre les jeunes, la municipalité et les élus, afin d'adapter les politiques locales aux attentes et aux besoins des jeunes. »

Fabrice Wattier, adjoint au développement économique, au commerce et au tourisme.

« Nous y sommes ! Nos concitoyens nous confient l'avenir de notre ville ! Ces quelques jours de mandat nous ont permis d'appréhender la tâche qui nous attend. Du travail, beaucoup de travail mais cette nouvelle aventure ne manguera pas de nous apporter aussi de grandes satisfactions. La réalisation des projets élaborés avec la population y participera pour beaucoup. Nos actions sur la relance de l'économique, le développement du tourisme, le réveil de notre cœur de ville peuvent enfin démarrer, toute l'équipe s'y emploie déjà. Je suis serein, nous atteindrons nos objectifs »

Propos recueillis par Roger Rio.













L'Alternative! donne rendez-vous en septembre

Perpignan municipales. C'est l'heure des bilans. C'est aussi l'heure des premiers projets. Caroline Forgues, tête de liste de la liste « L'Alternative ! Perpignan écologique et solidaire » donne, dans un communiqué, rendez-vous aux militants à la rentrée.

renant acte des résultats, «...désastreux pour Perpignan », où l'extrême droite n'aura comme seule opposition que « la droite conservatrice que nous avons combattue », Caroline Forgues assume les choix opérés : « Nous avons pris collectivement nos décisions (...) répondant ainsi à un véritable désir de démocratie et de transformation sociale », évoquant un renouvellement des pratiques politiques, et l'émergence « gagnante » des listes citoyennes dans de nombreuses villes en France. Dans la perspective des six prochaines années, elle ajoute : « // ne s'agit pas seulement d'être dans l'opposition, mais surtout dans la construction d'une citoyenneté active, et (il s'agit) de faire avancer dans la pratique la participation des habitants aux décisions qui les concernent (...) »

Le parallèle, un peu rapide, fait entre les listes « gagnantes » et l'expérience perpignanaise devrait, sans aucun doute, être débattu. De même que l'apport et la présence (inégale) de formations politiques, jamais évoqués dans le texte, où il n'est question que d'associations, de collectifs et de citoyens. La question devrait sans nul doute susciter quelques réflexions contradictoires au sein de ces formations, NPA, PCF, Génération.s, ERC. « L'Assemblée », du mois de septembre devra, à l'évidence mettre ces questions à l'ordre du jour.

Michel Marc

Les petits trinquent aussi

Conflent-économie. La baisse de la fréquentation touristique menace les Hauts Cantons.

'est ce qui ressort des discussions à bâtons rompus qu'on peut avoir dans le Conflent et en particulier à Vernetles-Bains. En ce mois de juillet, si les touristes reviennent ça ne suffira pas à faire revivre entièrement la station. Deux des principaux employeurs de Vernet-les-Bains, les Thermes et l'hôtel du Portugal (service social des armées) n'ont toujours pas repris leur activité. Cela sera effectif le 3 août pour les Thermes et début septembre pour l'hôtel du Portugal.

En plus d'être des pourvoyeurs d'emplois, ces deux établissements attirent de nombreuses familles qui à l'occasion se servent chez les commerçants locaux. Ces derniers ressentent fortement la baisse de fréquentation de la station touristique cette année.

C'est ce qu'explique la salariée d'une

des boulangeries du village. Le magasin ouvre de nouveau tous les jours, seulement, en cette période estivale au lieu de fonctionner « non-stop », on ne peut s'y servir que le matin. Conséquence, cette année il n'y aura pas d'embauche de salarié l'aprèsmidi contrairement à ce qui se passait d'habitude. La boulangère craint particulièrement le reconfinement en cours dans certaines régions du Nord de l'Espagne.

Elle y voit une menace pour le commerce local car nos voisins du Sud fournissent habituellement une part non négligeable des clients de l'été. On croise souvent des randonneurs faisant leurs courses chez les commerçants locaux, ou des familles s'attablant dans les bars. Que se passera t-il si la frontière est de nouveau fermée ?

Des conséquences à long terme pour l'ensemble de la population

D'ailleurs, cette baisse de fréquentation touche aussi le marché. Une vendeuse disait que cette année, elle ne faisait que la moitié de son chiffre d'affaires habituel. L'activité touristique est la principale ressource du Conflent. Sa diminution durable entraînerait la disparition de nombreux emplois, dans les commerces. Cela entraînerait une désertification du territoire et une menace pour les services publics (fermeture de classe, menace pour la Poste...) et marquerait le début d'une spirale infernale dont nul ne peut prévoir jusqu'où elle pourrait aller.

Eve Gerbault

Les salariés du commerce oubliés ?

eudi 9 juillet, sur l'ensemble du territoire national, les salariés du commerce, avec leur syndicat CGT, ont tenté d'informer les clients sur la réalité de leur situation. Ainsi, à Perpignan, devant l'entrée du magasin Leclerc Nord, les militants ont distribué leurs tracts explicatifs et ont pris la parole (cf photo). « Les clients ont été pour la plupart attentifs à ce que nous distribuions » déclarait Julien Berthélemy, secrétaire du syndicat départemental. Évoquant les salariés de la grande distribution, le texte précisait :



« Après avoir été mis à l'honneur pendant la crise sanitaire où ils sont apparus, enfin, comme indispensables à notre société, ils sont, depuis la fin du confinement, retournés dans l'ombre. Pire ! Le Covid a été une aubaine pour le patronat qui en a profité pour raboter les droits des salariés ». Les CDD et les intérimaires, nombreux dans la profession, ont ainsi été exclus des « ayants droits » aux primes promises. « La CGT demande que tous les métiers de la grande distribution , déclarés indispensables par le président de la République, soient revalorisés et réclame le passage à 32h ».

M.M

Y a-t-il un plan social déguisé au CESR* 66?

Démissions en série, maladies, pressions pouvant aller jusqu'au harcèlement et licenciements violents on été constatés au cours de ces 24 derniers mois, touchant les sites de Lunel, Narbonne et Rivesaltes. Plus d'un employé sur trois impacté au CESR 66!

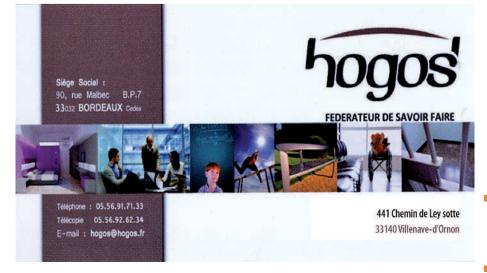
Une aggravation très forte des pressions au cours de ces dernières semaines a mis à mal la part l'esprit d'entreprise qui restait encore chez les employés. La peur d'être soumis à la sanction pour la moindre erreur, immédiatement interprétée en faute, le recul de toute solidarité, voilà l'état d'esprit qui règne aujourd'hui dans cette entreprise. Les manques structurels, eux, se ressentent jusque dans les témoignages de stagiaires: manque de moyens humains, techniques, supports et documents pédagogiques inadaptés, locaux dégradés et manque de places sont les retours faits trop souvent par les apprenants sur de nombreuses formations.

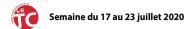
Ce mardi matin 7 juillet à 8 h, un appel était lancé aux employés et stagiaires, repris par les syndicats Solidaires et CGT, pour se réunir et affirmer le soutien à tous les employés qui se sentent mis en difficulté par les menaces hiérarchiques, pour un accueil décent des stagiaires, pour que cette société retrouve un peu d'humanité.

M.M. (d'après le communiqué de l'intersyndicale)

* CESR. Centre Éducation Sécurité Routière. Société de statut privé. Plusieurs dizaines de salariés.

Plus d'articles sur www.letc.fr





100 ang du Parti communiste grancais

Per a la cultura i la llengua catalanes. Un manifeste.

Fédération du PCF des Pyrénées-Orientales. En 1978, le parti communiste se déclare pour une avancée de la démocratie dans son manifeste bilingue « Pour la culture et la langue catalanes ».

n 1978 alors que les partis de gauche, non sans obstacles et divergences, se sont unis dans un programme commun, la Fédération du PCF des Pyrénées-Orientales publie le manifeste bilingue Pour la culture et la langue catalanes. Une avancée

de la démocratie. Les débats concernant les langues régionales ne sont pas nouveaux dans le parti communiste et ont souvent abouti à des propositions constructives. Le manifeste des P.-O., très lié à son territoire, aborde en lien étroit

économie, culture et langue.

La dégradation d'un département et ses conséquences

Le manifeste est pensé et construit à un moment où s'est développé dans la France du Sud un grand mouvement nommé Volem viure al pais, mouvement occitan mais aussi catalan. Ce mouvement est né de la montée du chômage et de la disparition des moyens de vivre au moment où la concentration industrielle délaissait, et pour longtemps, très délibérément nos régions. L'introduction nous le dit : « Un Roussillon défiguré, contraint au marasme, à l'exode et au chômage ». Elle développe les effet de la crise globale et durable qui affecte (déjà !) la société capitaliste, les effets conjugués du Marché commun, qui

frappent de plein fouet toute l'activité économique du département et notamment l'agriculture, richesse du pays catalan. Mais aussi les industries traditionnelles comme le bâtiment, l'industrie sandalière, la papèterie, la pêche, les conserves de fruits, de légumes et de poissons, l'extraction du minerai de fer, du feldspath...

Des solutions économiques et culturelles intimement

Signalant les effets désastreux de cette politique et les luttes qui tentent d'y faire obstacle, le manifeste fait aussi état d'une immense frustration culturelle : place de la culture mutilée, étriquée, conforme aux exigences du grand capital, politique d'austérité et de mutilation particulièrement inapte à assumer les diversités culturelles de la France, à recueillir et porter plus avant les richesses constituées par les cultures qui appartiennent en propre aux populations des différentes régions de France. Et de constater que la langue et la culture catalane souffrent cruellement de cette situation, de noter le gâchis de talents qui en résulte et toutes les insuffisances observées dans l'enseignement, à l'Université et au-delà. Le manifeste est très constructif et développe sur plus de vingt pages son fil directeur : l'issue démocratique, la parole aux habitants du pays catalan. Il faut créer à tous les niveaux des structures réellement démocratiques, donner les moyens à tous les Roussillonnais de gérer eux-mêmes leurs propres affaires (sans la contrainte des préfets dont on souhaite la disparition). en donnant ainsi corps à la revendication de « Viure i treballar al pais », toutes les dimensions du projet étant précisément et longuement détaillées et argumentées.

Les chevilles ouvrières de ce travail qui a fait date sont les regrettés Jean Catala, Jaume Figuerola et Antoine Cayrol.

Yvette Lucas

Pour la culture et la langue catalanes Per a la cultura i la llengua catalanes

Català



El pitior?

- Ja tenim els elegits de l'aglomeració Perpinyà-Mediterrani.
- Sí, i hem descartat el pitjor com a president...
- Uf! És clar, un poc més i podíem tenir de president un autèntic delinqüent, condemnat per la justícia, donat per inelegible, que es va arreglar per fer elegir la seva dona durant el temps de la seva condemna, abans que ella mateixa fos involucrada, sense oblidar que finalment se separen i són adversaris a les últimes eleccions... I malgrat això torna a ser batlle del Barcarès després d'una novel·la improbable... Sí, ho és, hem descartat lo pitjor...
- Heu... és a dir que...
- Sí, home, sí, no facis aquesta cara, ja he entès que t'has ficat amb el concert ambient: un president de dreta, un reprès de justícia com primer vice-president... però « hem descartat lo pitjor"!
- I com ho vols presentar: la realitat és que hi ha un batlle elegit de Perpinyà, que agradi o no agradi... al menys la vila serà representada, ja que se l'hi ha atorgat una vicepresidència, al contrari de Cabestany, on Jean Vila ha perdut el seu lloc... S'ha de dir que amb quatre o cinc representants, l'esquerra pot pretendre poca cosa...
- Pot seguir fent obra de consciència moral...

És clar que sí, ja hi podem comptar, espia la Mireille Mathieu tolosana! Es cuida d'explicar que no es pot treballar amb els batlles de Perpinyà i de Besiers, no oblida de renyar el de Narbona perquè ho fa. Penses que ella i tots els que criden contra el feixisme espiaran lo que passa al costat mateix? No tocaran la mà d'un primer ministre espanyol? No trevallaran amb Espanya? Amb un règim instal·lat per autèntics feixistes, que encara són ben presents en tot l'aparell de l'estat, encapçalat per uns reis que acumulen disbarats polítics i escàndols econòmics mentre Cuixart ja ha fet mil dies de presó....





L'air des cimes

Matemale. Deuxième édition de L'œil sur la montagne, originale exposition où les photos fleurissent dans tout le village, cette année Céline Clanet et Hugues de Wurstemberg à l'honneur.

es initiatives culturelles ne sont pas réservées à la plaine ou la côte à Matemale, petit village capcirois ■de 250 âmes, on ne reste pas les deux pieds dans le même sabot. La proposition de Georges Bartoli, résident et photoreporter à l'association du cru, Les pieds sur terre, a donné naissance en 2019 à une exposition photographique baptisée L'œil sur la montagne. L'initiative est désormais ancrée dans le paysage et se renouvellera chaque année. Elle a recueilli l'adhésion de toutes et tous devenant ainsi l'affaire du village, charge à Georges Bartoli d'en être le conseiller artistique. La thématique est constante : la photo documentaire sur le monde paysan montagnard partout dans le monde. La parité est également de règle, deux photographes, une femme et un homme, et aussi deux générations, un plutôt en fin de carrière, un autre en devenir. Et toujours, une exigence de qualité et d'un regard différent.

Le choix de la thématique correspond à la volonté de mettre en valeur des territoires éloignés, mais aussi, insiste Georges Bartoli « de montrer que tous les territoires de montagne ont les mêmes problématiques, que les montagnards d'ici ressemblent à ceux d'ailleurs ; ça interroge sur le mode de vie montagnard. » Et d'ajouter « c'est Visa pour les ploucs.»

Originalité de la chose, les photos sont partout dans le village, « l'idée est d'habiter les murs, d'amener les visiteurs à faire le tour du village, de visiter les partenaires. » Les photos étant sur de la toile de bâche imprimée dans des cadres en métal, elles ne craignent rien.



L'exposition photographique « L'oeil sur la montagne» ancrée dans le paysage de Matemale, à découvrir jusqu'au 24 octobre.

L'équipe organisatrice s'est donné les movens de bien faire les choses, partenaires publics et privés, médias, ont répondu à l'appel, le budget de la manifestation est de 22000€ et les photographes sont rémunérés.

Les photographes

Celine Clanet, Les Chapieux, géographie d'un secret.

Jeune femme qui collectionne déjà prix prestigieux et expositions en nombre, Cécile Clanet s'est intéressée aux Chapieux, abrupte face méridionale du Mont-Blanc, site de haute altitude, soumis aux avalanches.

Mandatée par la Fondation Facim, la photographe a suivi vers ces altitudes tous ceux qu'appelle le lieu : les paysans et leurs bêtes ; les chasseurs ; les grimpeurs et les skieurs... À travers images et textes « s'ébauche le portrait d'un de ces lieux que leur isolement et leur beauté intraitable placent au premier rang des

fantasmagories humaines », dit-elle. Des images en couleur où affleure l'attention aux femmes et aux hommes qui ont à faire dans ces lieux incroyables, à une nature difficile à apprivoiser, images empreintes de grâce et d'une pointe d'humour.

Hugues de Wurstemberg, Paysans 1988-2005.

Riche d'un parcours au long cours en divers points de la planète, et même un passage en tant que garde suisse au Vatican, lui aussi doté d'un cv impressionnant, Hugues de Wurstemberg présente un travail qu'il lie à son enfance durant laquelle il a beaucoup arpenté les alpages, il habitait alors Fribourg.

Pour ce reportage, il a beaucoup randonné : « Ce sont des photos faites avec les pieds, c'est comme ça que j'aime les faire. Je pense que ça se fait avec les

Wustemberg.

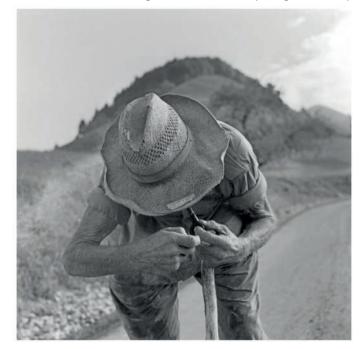
A gauche: Photoreportage en noir et blanc de Hugues de

Ci-dessous: Des portraits de femmes et d'hommes dans leur cadre de vie.

> semelles, qu'il faut avoir les semelles sensibles et si ça rentre par la plante, ce sont des photos qui peuvent tenir. » Ces images en noir et blanc sont d'une grande beauté et pureté, elles font approcher la condition de ces communautés des alpages, sa rudesse.

N.G.

Exposition à voir jusqu'au 24 octobre



De la poésie de Jordi Pere Cerda

Recueil. Jordi Pere Cerdà aurait eu 100 ans en 2019. Sortira prochainement une édition bilingue de ses poésies, « Comme sous un flot de sève ». Rencontre avec Étienne Rouzies qui expose un projet mûrement travaillé, dont le confinement a retardé la sortie.

Pouvez-vous nous parler de votre découverte de Jordi Père Cerda ?

C'était en 2007, avec la lecture de son roman *Voies étroites vers les hautes terres*. J'ai découvert sa poésie en 2015, sur les conseils de Marie Grau, une de ses grandes spécialistes. Dès la première lecture, il y a eu un fort effet d'attraction et j'ai commencé à traduire quelques poèmes. Peu à peu, le jeu est devenu un projet. Roger Coste de la librairie Torcatis m'a encouragé à contacter un éditeur. Par l'intermédiaire du poète Vincent Calvet, c'est vers *La Rumeur libre* que je me suis fourné

Y –a-t-il une spécificité de la poésie de Jordi Père Cerda ?

Ce qui frappe d'abord dans cette poésie c'est l'alliance entre une langue franche et directe et un grand raffinement dans le maniement des images. Une sauvagerie de la langue et une subtilité métaphorique. Autre trait caractéristique : une capacité à incarner les émotions les plus profondes. Chez Cerdà la poésie est un art



Étienne Rouzies : « La poésie est unique, intraduisible au sens strict...»

viscéral. Il y a enfin dans sa poésie une force incantatoire. Cerdà nous enchante au sens étymologique : il y a quelque chose chez lui de chamanique, de païen.

La poésie est-elle traduisible ?

La poésie est unique, intraduisible au sens strict. On perd toujours de la matière en passant d'une langue à une autre. La traduction est un autre texte mais on peut faire en sorte que cet autre texte soit le plus fidèle possible au premier. Traduire nécessite de se décentrer en permanence, il ne faut pas que sa propre musique prenne le pas sur l'original.

Vous avez dû faire des choix de textes, pouvez-vous les expliquer ? La spécificité de votre édition, de vos traductions ?

J'ai sélectionné des poèmes de toutes les époques, mais cela reste une sélection, une partie seulement d'une immense montagne à explorer. Je me suis laissé guider par les poèmes qui m'avaient le plus touché. Mon ambition était de passer la force de la langue de Cerdà du catalan au français en évitant les écueils de la réécriture, de la « poétisation ». Mon parti pris était de serrer au texte. Quand Cerdà est rugueux, il faut l'être aussi en français.

Recueilli par Jean-Marie Philibert

Etienne Rouzies, *Comme sous un flot de sève*. Ed. La rumeur libre.

Les Nits d'Eus, pour le plaisir

Festivals. Les Nits d'Eus, à cause de travaux à Eus, seront cette année décentralisées, pour l'essentiel à Banyuls-sur-Mer.

a musique et la poésie reprennent leurs droits. Michel Maldonado, directeur artistique, présente ainsi les Nits 2020 « Le festival rend hommage à Jacques Quéralt récemment disparu. Il fut à l'initiative de ce festival « Les Nits de Cançó i de Música » en 1979 avec la Fond'action Boris Vian présidée par Ursula Vian-Kübler et Monsieur d'Déé, autour des chanteurs catalans. Même si le festival des Nits reste pré-

sent à Eus, il se délocalise dans trois lieux plein de charme de Banyuls-sur-Mer : le Domaine de la Rectorie, la Villa les Mimosas et la Bergerie des Abeilles. L'autre fait nouveau est la collaboration avec Karim Arrim créateur d'« Opéra Volubilis » et du festival « La Têt dans les Étoiles »... Et Raph Dumas rendra hommage à Boris Vian, dans le cadre des 100 ans de sa naissance avec la Caravane du 20 sur 20 ».

Le programme en juillet et août

18 juillet, 21h, au Domaine de la Rectorie à Banyuls sur mer : *Musique et chansons* catalanes par Opera Volubilis Orquestra, Gisela Bellsola, chant, Gérard Méloux, qui-



Du 18 juillet au 10 octobre

tare et Michel Maldonado, direction.

23 juillet à 21h, à La Rectorie, Banyuls: *Chanson* Thierry Parcé/ Michel Maldonado - *Rêve mouvant*, Maurice Durozier et John Niglo. 5 août à 21h, à La Rectorie: *Arthur Rimbaud* - Ch.Gonzalez, comédien, Martin Bauer, viole de gambe, Freddy Eichelberger, organeto et clavicorde, Michel Maldonado, contrebasse, vièle d'arc et piano. 7 août à 18h, A la bergerie des Abeilles, à

Banyuls-sur-Mer: *Iberia, Albeniz* - Aurore Bureau, soprano, Alice Ader, piano.13 août à 18h. Bergerie des Abeilles: *Federico Garcia Lorca* — Denis Lavant, comédien, Pedro Soler, guitare flamenca. 17 août à 19h, Bergerie des Abeilles: La tournée la plus cool du monde — hommage à Boris Vian. 19 août à 21h, Villa les Mimosas à Banyuls sur Mer: *Les guitares improvisibles*- Valérie Duchateau et Antoine Tatich — Bach, Mozart, Chopin, Offenbach, Dadi, Django Reinhart et la musique sud-américaine.

Billetterie ouverte 1 heure avant le spectacle. Info 06 08 68 06. https://www.face-book/lesnitsdeus.

N'oubliez pas votre masque!

Y.L.

Cet été vous irez au cinéma

Festivals et cinémas de proximité. Avec diverses formules les reprises ont lieu, notamment pour Cinémaginaire et les Ciné-rencontres de Prades.

rêt total Cinémaginaire reprend vie !
Pour ce redémarrage, Cinémaginaire bouscule les habitudes et multiplie les possibilités de conjuguer le plaisir de voir des films dans les meilleures conditions sanitaires possibles !

près plusieurs mois d'ar-

En plus des lieux de cinéma de proximité habituels, Cinémaginaire met en place du cinéma en plein air, aux mêmes conditions techniques que les meilleures salles de cinéma, au frais sous les étoiles, et avec des espacements confortables entre spectateurs. Nouveauté 2020 : en plus du cinéma en plein air proposé chaque été par Cinémaginaire à Saint-Cyprien, Banyuls-sur-Mer, Saint-André, ...Cinémaginaire organisera trois soirs par semaine jusqu'à la fin de l'été (mardi, jeudi, dimanche) des séances en plein air à Argelès-Plage, dans le Bois des Pins (face au Casino JOA). Infos http://www.cinemagi- naire.org/images/pdf/progA.pdf

Toiles aux Étoiles pour les Ciné-Rencontres de Prades

La crise sanitaire Covid 19 a imposé la douloureuse décision de renoncer à l'organisation de la 61²² édition du festival ininterrompu depuis 1959. Néanmoins, l'équipe associative a souhaité jouer pleinement son rôle d'acteur culturel en Conflent et égayer l'été du public en lui proposant des séances de cinéma en plein air. C'est ainsi que l'opération Toiles aux Étoiles a vu le jour et se déploie à Prades et en Conflent du 17 juillet au 1^{er} août.

Les séances sont autant d'occasions d'échanges avec le public. La programmation de Toiles aux Étoiles s'enrichit de musique, de balades nature, de repas partagés, de plongées dans le passé des P.-O. à travers des films d'archives de l'institut Jean Vigo... Les lieux sont variés et souvent en accord avec les thèmes : Villefranche-de-Conflent. Vernet-les-Bains, Vinça, Prieuré de Marcevol le 23 juillet avec de 18h à 23h un programme Nature et cinéma. Cela débutera à Prades le 17 juillet à 21h dans la cour du château Pams, en souvenir de Michel Piccoli, avec le film Milou en mai. Infos: nombre de places limité -billetterie en ligne sur www.cine-rencontres.org. Tarifs: normal 6€ réduit 4, sauf pour Prades et le refuge des Cortalets.

Yvette Lucas



La faute à qui...

'avais dit que je parlerai du remaniement. J'en suis à me demander si c'est une si bonne idée que ça de tartiner sur la bande de zozos qui forment le nouveau gouvernement Macron-bis, j'ai des doutes. Rien dans les mains, rien dans les poches et même rien dans la tronche, puisque les ordres viendront de l'Élysée. Triste sort ! Et pourtant il était fier comme un bar tabac le Castex à l'idée de passer du Conflent à Matignon.

Je comprends la fierté des Pradéens d'avoir leur premier magistrat à la tête du gouvernement, et de sortir pour un petit instant de la torpeur provinciale. Je comprends la satisfaction de la droite locale de voir un de ses membres la trahir un peu pour s'éloigner du pays où il aurait pu sans difficulté leur manger un bout de fromage que ses représentants patentés estiment à eux, à eux et rien qu'à eux. Mais n'épiloguons pas : rien de croustillant.

Règlement de compte

Par contre les règlements de compte locaux, après la municipale à Perpignan, offrent quelques perles, une vision peu ragoûtante de la politique et sans doute le rappel salutaire de quelques souve-

D'abord quand on perd, c'est bien connu, c'est toujours la faute aux autres. Et dans l'interview que donne Pujol au moment où il quitte la scène publique : tous les autres y ont droit. En particulier celui qui l'a fait roi, un certain Jean-Paul Alduy : le coupable de la division, c'est lui, il a tout fait pour que la droite et le centre ne se rassemblent pas, il a fait le lit de Grau, de Ripoull, il dit combattre le FN, mais se tait avant le deuxième tour, pire encore « il a agité ses réseaux ». Il est jaloux, « une jalousie malsaine ». Après les élections de 2009, il lui cède la mairie et il le regrette très vite selon Pujol. C'est injuste! Parce qu'il l'a aidé à passer l'épisode des chaussettes et qu'il a ensuite redressé les finances de l'agglo que J.-P.A. avait mise en cessation de

Les valeurs et le pouvoir

J.-P.A. un méchant, un coupable ! Sans doute un peu. Les tergiversations de sa carrière politique ne plaident pas la cause d'une oie toute blanche. Le système dont il hérite, papa fut élu de gauche, puis un peu moins de gauche, puis du centre, puis de droite, lui a donné une vision de la politique où les conflits. entre les valeurs et le pouvoir se règlent systématiquement au détriment des premières pour garantir le deuxième.

Ce qui me désespère, mais je sais qu'ici, comme ailleurs je suis très minoritaire.

Tous ou presque

Parce que là ce qui les a animés à tous ou presque, ce qui les a conduits à prati-

Union nationale: Jean Castex, notre sauveur!



quer la politique du pire avec l'espoir de décrocher l'escarcelle pour leur pomme, c'est ce goût immodéré du pouvoir qui les a aveuglés au point de ne pas voir que risquer de mettre en œuvre dans une grande ville une bande d'extrémistes de droite, même s'ils ont l'air BCBG pouvait mettre une population en difficulté, dans la panade, la tromperie et le mensonge, pour de longues années. Et ils y sont allés gaiement les Grau, Amiel, Ripoull et même Langevine et quelques-uns de ses sponsors locaux. Ils ont leur part de responsabilité. Carole Delga a beau jeu de venir faire la leçon, mais je pense qu'en plaidant davantage pour l'union

des forces de gauche, l'issue aurait pu

Comme elle aurait été différente si tous les stratèges du Yaka, Faucon, Cestpaça, Cestfoutu avaient révisé leur cours d'histoire au chapitre « Montée du fascisme dans l'entre-deux-guerres » et étaient allés voter en respectant la distanciation sociale avec une droite peu reluisante. Leur conscience s'en serait peut-être plainte, mais le pire aurait pu être évité. « Le ventre est encore fécond d'où a sur*gi la bête immonde* » dit Bertolt Brecht. La faute à qui ?

Jean-Marie Philibert

-annonces légales - annonces légales - annonces légales - annonces légales -

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte reçu par Maître Jérôme de ZERBI, Notaire Soussigné de la Société Civile Professionnelle « Philippe SARDA, Jérôme SPITERI, Aude XABÉ-POIRIER et Jérôme de ZERBI ». titulaire d'un Office Notarial à la Résidence "GALAXIE". 51 Avenue du Général de Gaulle – 66000 PERPIGNAN, le 8 juillet 2020, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :

La société a pour objet : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question. La dénomination sociale est : MASTEPH.

Le siège social est fixé à : CABESTANY (66330), 10 impasse Simone GAY. La société est constituée pour une durée de 99 années

Le capital social est fixé à la somme de : MILLE EUROS (1 000.00 EUR). Les apports sont en numéraire à libération immédiate.

toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Les premiers gérants de la société sont: Madame Stéphanie BANOS - RIERA demeurant 10 impasse Simone GAY à CABESTANY (66330) et Madame Françoise RIERA demeurant 35 Avenue du Grand LARGE à CANET EN ROUSSILLON (66140).

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PERPI-GNAN.

O TRAVAUX MARIN

EURL au capital de 500 €

Siège social: 7 TRAVERSE DE LAS AIRES, 66170 Millas

L'AGE du 01/07/2020 a décidé d'étendre l'objet social de la société à : restauration rapide sur place et à emporter avec boissons alcoolisé et non alcoolisé. Modification au RCS de Perpignan

API.CULTEUR, SARL unipersonnelle au capital de 500€ Siège social : 30 Carrer Major-66230 JOCH, 831 941 539 RCS PERPIGNAN. Suivant AGE du 31.05.2020 l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31.05.2020 suivie de sa mise en liquidation amiable en application des dispositions statutaires. A été nommé comme liquidateur Nicolas Pelletier , : 30 Carrer Major-66230 JOCH, a qui ont étés conférés les pouvoirs les plus étendus pour terminer les opérations sociales en cours, réaliser l'actif et apurer le passif. Le siège de la liquidation est fixé au siège de la société. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés. Le dépôt légal au RCS PERPIGNAN. Pour avis,

Constitution SSP du 29/06/2020 de FOU POUR COXINHA, SARL unipersonnelle au capital de 1000 euros. Siège: 49 Route Nationale, 66700 Argeles Sur Mer. Durée: 99 ans. Gérance: M. PAYRET Paulo 11 Place De L'Europe, 66100 Perpignan. Objet: -Restauration rapide, pizzeria, traiteur, sur place et à emporter. RCS: PERPIGNAN.

Par acte SSP du 31/05/2020, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques

Dénomination:

Objet social: L'acquisition, par voie d'achat, d'apport ou autrement, la détention, l'administration, la restauration et/ou la construction de tous immeubles bâtis et/ou non bâtis, leur mise à disposition au bénéfice de tout ou partie des associés

Siège social : 15 impasse Adolphe Adam, 66000 Perpignan,

Capital: 1500 € Durée: 99 ans

Gérance: M. CALVET RICHARD, demeurant 15 impasse Adolphe Adam, 66000 Perpignan, Mme FERRARIS NICOLE, demeurant 15 impasse Adolphe Adam, 66000

Clause d'agrément : Cession libre entre associés, ainsi qu'à leurs conjoints, ascen dants ou descendants. Cession soumise à agrément dans les autres cas.

Immatriculation au RCS de Perpignan

GR BAT SASU au capital de 8000€ Siège social: 221 Rue La Fayette 75010 Paris 820242980 RCS PARIS. Par décision en date du 25/06/2020 l'associé unique a décidé : de transférer le siège 2 Route Nationale 66200 Elne à compter du 25/06/2020, d'étendre l'objet social à L'achat et la revente en direct ou en qualité intermédiaire de menuiserie aluminium, pvc et bois, de matériel et de mobilier liés à l'habitat ainsi que de tous les produits et fournitures accessoires, la mise en relation entre les clients et prestataires pour la réalisation de chantiers et de nommer président Zelimkhan Ibraquimov , 30 Route Nationale 66200 Elne pour une durée indéterminée en remplacement de Karim Talib, démissionnaire et de prendre acte de la démission de Karim Talib, remise ce jour, de ses fonctions de directeur général. Président: Karim Talib, 2 Route Nationale 66200 Elne. Dépôt RCS PERPIGNAN.

JOVA SASU au capital de 1000€ Siège social: 16 Rue Des Lamparos 66200 Alenya 819605783 RCS PERPIGNAN, Par décision en date du 19/06/2020 l'associé unique a décidé : de transférer le siège au Les Primeveres N7 5b Rue De La Quietude 42410 Pelussin à compter du 19/06/2020. Dépôt RCS SAINT-ETIENNE.

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Emmanuelle AMBERT, Notaire Soussigné de la Société Civile Professionnelle « Philippe SARDA, Jérôme SPITERI, Aude XABÉ-POIRIER et Jérôme de ZERBI», titulaire d'un Office Notarial à la Résidence "GALAXIE", 51 Avenue du Général de Gaulle – 66000 PERPIGNAN, le 11 juin 2020, a été reçu le changement de régime matrimonial portant adoption de la séparation de biens par :

Monsieur Pascal GUIDO, militaire, et Madame Sophie Josiane Georgette MASSOT. fleuriste, son épouse, demeurant ensemble à PERPIGNAN (66000) 495 traverse de Château Roussillon.

Monsieur est né à PERPIGNAN (66000) le 9 novembre 1982, Madame est née à PERPIGNAN (66000) le 12 mai 1983.

Mariés à la mairie de CORNEILLA-LA-RIVIERE (66550) le 1er avril 2006 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable. Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Monsieur est de nationalité française

Madame est de nationalité française.

Résidents au sens de la réglementation fiscale sont présents à l'acte.

Les oppositions des créanciers à ce changement partiel, s'il y a lieu, seront recues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion